

Extrait du registre des délibérations du conseil d'administration
Séance du 22 mai 2025

OBJET : **ACTIVITE FONCIERE - 6 -** GRENOBLE ALPES METROPOLE (Collectivité garante) – VIF
– Opération « Les Speyres » - Convention d'opération – *Projet de délibération*

Délibération n°7

Le vingt-deux mai deux mille vingt-cinq à midi, le Conseil d'Administration de l'Établissement Public Foncier local du Dauphiné (EPFL D) s'est réuni sur la convocation et la présidence de Monsieur Laurent AMADIEU.

Nombre d'administrateurs en exercice : **18**

Nombre d'administrateurs présents ou représentés : 16

Administrateurs présents : 10

M. AMADIEU, Mme BARDIN-RABATEL, M. CLAPPAZ, M. CORBET, M. MATHIEU, M. MOCELLIN, M. MOREAU, M. OLLEON, M. QUEIROS, Mme SAURAT

Administrateurs absents ayant donné pouvoir : 6

M. CATTIN à M. MATHIEU, M. DESPESSE à M. MOCELLIN, M. LONGO à M. CLAPPAZ, Mme MARDIROSSIAN à M. CORBET, Mme MARTIN-GRAND à M. MOREAU, Mme PANTEL à M. AMADIEU

Administrateurs absents et excusés : 2

Mme BELAIR, M. CARDIN

Monsieur Jean-François CLAPPAZ a été nommé secrétaire de séance

Vu l'article L 324-1 du Code de l'urbanisme qui prévoit que l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné réalise pour le compte de ses membres des acquisitions foncières ou immobilières en vue de la constitution de réserves foncières en application des articles L. 221-1 et L. 221-2 et de la réalisation d'actions ou d'opérations d'aménagement au sens de l'article L. 300-1,

Vu la délibération du conseil d'administration de l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné n°22DL010_PPI n°5 en date du 10 février 2022 actant le 5^{ème} Programme Pluriannuel d'Intervention (PPI) de l'établissement,

Vu la délibération n°22DL036 du conseil d'administration de l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné en date du 16 juin 2022 détaillant les modalités de portage, de cession, de minoration et de participation aux frais d'études,

Vu la convention de portage n°2014-03 en date du 11 avril 2014 signée entre la commune de Vif et l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné,

Vu la convention de portage n°2014-04 en date du 20 juin 2014 signée entre Grenoble Alpes Métropole et l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné,

Vu la convention de portage n°2015-22 en date du 2 novembre 2015 signée entre Grenoble Alpes Métropole et l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné,

Considérant que :

- L'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné a acquis, à la demande de la Grenoble Alpes Métropole et de la commune de Vif, les parcelles BE 64 et 65 ainsi que BK 35, 36, 40 et 41, dans le cadre d'un projet de création d'une zone d'activité économique,
- Du fait de contraintes environnementales le projet de zone d'activité économique a été abandonné et que les terrains sont actuellement classés en zone agricole au PLUI métropolitain,
- Les conventions de portage n°2014-03 et 2014-04 sont à ce jour échues et que la convention de portage 2015-22 arrive à échéance au 30 septembre 2025,
- Le prix de revient prévisionnel correspondant au bilan prévisionnel global des dépenses-recettes de ces portages au 31 décembre 2030 est estimé à 657 281 €,
- Grenoble Alpes Métropole a prévu de délibérer sur cette convention lors de son conseil métropolitain du 6 juin 2025,
- La commune de VIF a prévu de délibérer sur cette convention lors de son conseil municipal du 23 juin 2025.

Après en avoir délibéré, le conseil d'administration de l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné :

- Annule les conventions de portage n°2014-03, 2014-04 et 2015-22 existantes,
- Approuve le projet de convention d'opération ci-annexé visant à définir les modalités de portage et de cession, ainsi que les engagements respectifs des parties pour réaliser la

sortie de portage au plus tard dans les 5 ans qui suivent la signature de ladite convention,

- Valide le principe de l'application du dispositif de minoration foncière sur la base de 15% du prix de revient prévisionnel soit 98 592 €,
- Valide le principe de fractionnement du prix de revient prévisionnel après application de la minoration soit 558 689 €HT sur les années 2026 à 2030.

Conclusions : adoptée à l'unanimité

NPPV : M. AMADIEU, M. CORBET, M. QUEIROS, M. LONGO, Mme MARDIROSSIAN, Mme PANTEL

Pour extrait conforme,
Le Président

Laurent AMADIEU